

**Union européenne - Voeux à la
presse de M. Bernard Cazeneuve,
Premier ministre - Extraits**
(Paris, 19 janvier 2017)

(Seul le prononcé fait foi)

(...)

Je voudrais également insister les questions européennes, qui seront déterminantes dans les mois qui viennent. C'est avant la fin du quinquennat qu'un certain nombre de sujets majeurs auront à trouver leur issue et leur solution. Je pense à la question de la protection de l'Union européenne face au risque terroriste, et notamment de l'aboutissement définitif de la réforme du code frontières Schengen. J'ai, de ce point de vue-là, un très grand intérêt pour tous les débats qui se nouent pendant la présidentielle, dans lesquels je vois des acteurs de toutes sensibilités préconiser qu'on renforce les frontières extérieures de l'Union européenne, qu'on modifie le code frontières Schengen, ce qui est bien entendu tout à fait intéressant, mais souvent totalement ignorant du fait que c'est déjà fait. Je voudrais quand même rappeler que c'est au terme d'une démarche avec Thomas de Maizière que nous avons décidé de doter de 250 millions d'euros l'agence FRONTEX, de la doter de 2.700 personnels dont la France apporte 10% des effectifs, de créer les conditions d'un exercice grandeur nature pour voir si les dispositifs mis en oeuvre correspondent bien aux objectifs qu'ils se sont assignés à eux-mêmes.

J'entends dire qu'il faudrait changer le code frontières Schengen. Mais ignore-t-on que l'article 7-2 du code frontières Schengen a été modifié et que, désormais, les contrôles systématiques aux frontières extérieures de l'Union européenne, y compris pour les ressortissants de l'Union, sont sur le métier et font partie des décisions prises par l'Union européenne ? Ignore-t-on que l'interrogation systématique du système d'information Schengen au moment de l'entrée dans l'espace européen est désormais la doctrine de l'Union, que chaque pays est censé nourrir ce fichier en fonction des éléments dont il dispose ? Est-on ignorant du fait que nous avons obtenu la décision d'engager l'interopérabilité des fichiers et que tout cela va se déployer dans le cadre des dialogues entre les institutions européennes au cours des prochains mois ?

Mais quand vous écoutez des débats en cours, vous avez parfois le sentiment que tout ce que je viens de dire, et qui est fait, est à faire. Et donc je veux vous proposer de contribuer avec vous à éclairer le débat. Je pense que nous avons de ce point de vue-là des choses à faire ensemble parce qu'il m'arrive, y compris sous la plume de certains d'entre vous, dont je lis tous les articles avec une gourmandise incommensurable, de voir que cela est à faire pour demain. Non, c'est fait. Et je pourrais comme cela multiplier les exemples. Nous avons aussi, sur le sujet de la lutte contre la fraude aux travailleurs détachés, des mesures à poursuivre. Je veux rappeler que nous avons déjà obtenu la modification de la directive européenne sur ce sujet dès 2014, que nous engageons la modification de la directive de 1996, que dans le cadre de la loi Macron, des dispositions ont été prises pour lutter contre le travail détaché de façon extrêmement efficace, notamment sur les chantiers de bâtiment et travaux publics. Cela se

traduit par des contrôles qui n'ont jamais été aussi puissants et qui n'ont jamais abouti à autant de condamnations au cours des derniers mois. Voilà ce que nous devons faire : faire en sorte que l'Europe protège sur le plan social, qu'elle protège face au terrorisme. Et nous avons, dans les mois qui viennent, encore des décisions à prendre sur ces sujets essentiels. (...)/.

(Source : site Internet du Premier ministre)